

Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

**Première campagne d'archives orales
menée auprès des acteurs de la genèse des villes nouvelles
françaises**

par Sabine Effosse

(agrégée et docteur en Histoire, maître de conférences à l'Université de Tours)

Juin-Septembre 2002

Entretiens de MM :

Michel BOSCHER
Philippe BRONGNIART
Michel GIRAUD
Serge GOLDBERG
Roland NUNGESSER
Georges PEBEREAU
René ROSSI
Jean-Eudes ROULLIER
Guy SALMON-LEGAGNEUR

La retranscription des entretiens a été amendée par les auteurs qui ont donné leur accord pour consultation publique.

Toute citation devra faire mention des références suivantes : Nom du témoin, entretien réalisé par Sabine Effosse, le (date de l'entretien), numéro de l'entretien, *Première campagne d'archives orales « Acteurs et mémoires de villes nouvelles »* réalisée pour le compte du Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles.

Documents également consultables sur Internet sur le site du Centre de Documentation de l'Urbanisme : <http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu>

Sur les villes nouvelles voir également le site du Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles : <http://www.villes-nouvelles.equipement.gouv.fr>, ainsi que le site de l'association Urbamet : <http://www.urbamet.com>

Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **Michel Giraud**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **4 septembre 2002**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Michel GIRAUD

Date de naissance :

14 juillet 1929 à Pontoise

Etudes et Diplômes :

Faculté de Lettres de Paris

Carrière politique :

Conseiller général du Val de Marne, 1967, réélu en 1973 et 1979

Vice-Président du Conseil général du Val de Marne (1973-1976)

Administrateur, Secrétaire puis Président du Conseil d'administration du District de la région parisienne(1968 –1973)

Maire du Perreux-sur- Marne (1971-1992)

Président du Conseil régional d'Ile-de-France : 1976-1988 et 1992-1998

Député du Val de Marne : 1988, réélu en 1995 et 1997

Président de la Fédération nationale des associations d'élus locaux (1977 –1983)

Président de l'Association des Maires de France (1983-1992)

Ministre du Travail, de l'Emploi t de la Formation professionnelle (1993-1995)

Sabine Effosse

Je pense qu'il faudrait commencer par votre entrée en politique peut-être, parce que c'est ce qui explique votre présence au Conseil d'administration du District.

Michel Giraud

Oui. Ma vie est une succession d'opportunités, de hasards, de chances que j'ai saisis. Rien ne me destinait à la vie publique électorale, ni mes origines, ni mon niveau universitaire qui est modeste. Tout est parti d'un engagement associatif. Je vous fais grâce des détails. Mais, c'est parce que j'ai créé, en 1960, un ensemble de chant populaire qui, né dans l'Est parisien, s'appelait Vent d'Est. Il s'appelle toujours ainsi. Il s'est développé territorialement, qualitativement au point que, à la tête de la chorale d'adultes qui était la formation-pilote, on a gagné un grand prix qui s'appelait l'Ange d'Or, en 1964. A partir de là, on a été pris sous contrat chez Polydor Deutsch Gramophone. On a enregistré un certain nombre de disques, fait des concerts un peu partout en France, puis à l'étranger. C'est là que Roland Nungesser est venu me trouver en me disant : "Un type comme toi devrait s'engager dans la vie publique". J'habitais Le Perreux. Ma réaction a d'abord été une réaction de refus. J'avais créé ma propre entreprise, que j'ai présidée jusqu'en 1993, jusqu'à mon entrée au Gouvernement. Toutefois, soucieux de concrétiser ce que j'ai toujours appelé « la part de gratuit de ma vie », la réflexion aidant, un beau jour, je me suis dit : "Est-ce que le service public n'est pas un terrain pour exprimer ma part de gratuit ?" Et c'est comme cela que j'ai accepté d'être candidat dans la commune du Perreux que j'habitais depuis 1960. Mes trois enfants étaient nés à Rouen, mais on a déménagé, pour des raisons professionnelles, au Perreux, fin 1960. Les choses se sont ensuite enchaînées de la façon suivante. En 1967, j'ai été élu Conseiller général du tout nouveau département du Val de Marne qui venait d'être créé. C'est à ce moment-là que se situait le renouvellement de ce que l'on appelait le Conseil d'administration du District, qui passait de 28 à 54 membres, avec un mode de désignation aussi tarabiscoté que peu démocratique, puisqu'en fait, il y avait une partie de maires élus par leurs pairs, une partie de conseillers généraux, pour moitié élus, pour moitié nommés. Bref, c'était une assemblée qui était plus un paravent qu'une réalité démocratique. Il s'est trouvé que j'ai été le Conseiller général du tout nouveau département du Val de Marne, désigné par le Gouvernement. Je suis entré au District au mois de décembre 1967.

Quand j'y suis arrivé, j'étais un "bleu" ne connaissant rien à rien, à un moment où se mettait très progressivement en place le schéma directeur de 1965 de Paul Delouvrier, qui coïncidait avec son passage de relais à Maurice Doublet. Comme je suis quelqu'un plutôt studieux, qui

ne s'engage pas à la légère, je me suis impliqué modestement dans le débat. Quand je dis modestement, ce n'est pas une clause de style, puisque ce Conseil du District était essentiellement constitué de grands élus, notamment parisiens, presque tous parlementaires. En 1968, se pose le problème du schéma directeur de Paris. Il y avait un schéma directeur de la région, mais pas de schéma directeur de Paris. Aussi Maurice Doublet avait préparé un schéma qui devait être forcément compatible avec le schéma régional. Or, les grands élus parisiens étaient terriblement « arrondissementiers ». A l'époque, il n'y avait pas de Maire de Paris. Il y avait un Président du Conseil municipal de Paris que l'on changeait tous les ans. Ainsi, n'avait-il aucun pouvoir. Il y avait un rapporteur général du Budget : Christian de la Malène. Il y avait surtout un Préfet qui était le patron, à la fois Préfet de Paris et Préfet de la région. Il lui fallait donc faire débattre et valider ce schéma directeur de Paris par le Conseil du District. Pour qu'il soit débattu et validé, il fallait qu'il y ait un rapporteur. Or, il n'y avait pas de rapporteur. Tous les grands élus parisiens s'étaient "garés". Ils ne voulaient pas entendre parler de ce schéma directeur de Paris. Une élue a montré le bout du nez : Mme Bécourt-Foch, mais elle s'est fait "écluser" par ses collègues parisiens. Dans ce contexte -je ne sais pas si cela s'appelle du culot ou de l'inconscience-, je me suis porté candidat. Et je me suis promis d'y arriver. J'ai passé quatre mois pleins à contacter, un par un, tous les élus de Paris. Quand ils me refusaient le rendez-vous, je revenais à la charge. J'ai vu tous les parlementaires députés, sénateurs, les responsables d'arrondissements. Puis est arrivé le fameux débat. J'ai écrit de ma main -j'ai toujours le manuscrit chez moi- le rapport du schéma directeur de Paris. J'ai présenté ce rapport. J'ai été soumis au feu des questions. Il y a eu plusieurs suspensions de séances. Et, in fine, le schéma a été adopté à l'unanimité. Il faut dire que l'opposition était notoirement négligeable dans cette Assemblée... ! J'ai donc été le rapporteur victorieux du schéma directeur de Paris, ce qui m'a conféré une petite notoriété, suffisante toutefois pour me permettre, au renouvellement de 1969, de rentrer au Bureau du District comme Secrétaire.

Sabine Effosse

D'accord.

Michel Giraud

Je me suis toujours attaché à être très présent, très actif dans les débats. Et puis, est arrivé un autre rapport pour lequel il fallait un nouveau rapporteur : le Livre blanc du bassin parisien. Ayant été rapporteur du schéma directeur de Paris, je me suis porté candidat. Là, il n'y a pas eu de problème. Je vous rappelle que la Présidence du Conseil du District était tournante, tous

les ans. Il y avait une règle non écrite qui voulait que ce soit une année un élu de Paris, une année un élu de la petite couronne, une année un élu de la grande couronne. En 1972, on arrive au tour de la petite couronne.

Sabine Effosse

Qui était votre prédécesseur ? Michel Boscher ?

Michel Giraud

Non, Michel Boscher a été mon successeur. Il y a eu Kaspereit pour Paris, Wagner pour la grande couronne. Pour la petite couronne, j'ai alors fait acte de candidature. Il y a eu ce qu'on appelle couramment une primaire, que j'ai gagnée facilement. Ainsi suis-je devenu Président du Conseil du District en 1972. Nouveau et seul président non parlementaire, tous mes prédécesseurs étant parlementaires. J'ai été le seul président non parlementaire. J'ai assumé cette présidence pendant un an. J'ai nommé auprès de moi une jeune collaboratrice de 23 ans qui était enseignante. Je cherchais une jeune femme sachant écrire. Elle a fait un excellent parcours. Peut-être la connaissez-vous : il s'agit de Michèle Dayries. Elle est maintenant Conseillère référendaire à la Cour des Comptes. Quand j'ai été nommé par le gouvernement Président du Marché de Rungis, je lui ai demandé de rester à mes côtés. Et lorsque j'ai été élu, en 1976, premier Président du tout nouveau Conseil régional d'Ile de France, elle m'a rejoint comme Directeur adjoint de Cabinet, puis comme Directeur de Cabinet, avant d'intégrer, au tour extérieur, la Cour des Comptes où elle fait un brillant parcours. Donc, en 1972 et 1973, je préside le District. On ne parle pas encore de la Région. Le débat ne s'est ouvert qu'en 1975, avec la nomination, par Valéry Giscard d'Estaing, d'un Secrétaire d'Etat ayant pour mission de repenser le statut de Paris et le statut de la région « parisienne » qui s'appelle Pierre-Christian Taittinger. En 1973, Michel Boscher me succédant, comme je suis quelqu'un qui est reconnu pour être présent, plutôt studieux et travailleur, on me confie la Présidence de la Commission des Villes Nouvelles. C'est là que commence votre sujet. Tout ce que je vous ai dit jusqu'à présent me semble hors sujet.

Sabine Effosse

Si. Concernant le District, je reviendrai sur son fonctionnement.

Michel Giraud

Le problème auquel j'ai été confronté tient au fait que le District était constitué, de façon ultra-majoritaire, d'élus de droite (j'en étais; mais je me situe plutôt à gauche de la droite), or les villes nouvelles n'ont jamais été bien accueillies par la droite. Il faut se souvenir que les élus de gauche ont « joué » des villes nouvelles en se disant : "C'est une nouvelle population". En revanche, la droite a toujours été extrêmement réservée. Pour faire passer les crédits des villes nouvelles, c'était la croix et la bannière. En tant que Président de la Commission des Villes Nouvelles, plus tard en tant que Président du Conseil régional, et ce pendant 20 ans, il m'a constamment fallu convaincre ma majorité ou chercher des compromis, des alliances pour obtenir les votes, mais je ne regrette rien. Si c'était à refaire, je le referais. Certes, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France aurait pu avoir d'autres lignes directrices que celles qui ont été retenues. C'est si vrai que certains avaient imaginé un schéma très élargi au bassin parisien, en s'appuyant sur les villes moyennes, à cent kilomètres de Paris. D'autres avaient eu l'idée, un peu saugrenue, d'un « Paris bis ». D'autres auraient préféré renforcer les principales villes de la proche région parisienne. L'option retenue par Paul Delouvrier et sa petite équipe, très novatrice, s'est démarquée de toutes ces suggestions : c'était les deux grands axes parallèles, les huit villes nouvelles comme pôles d'ancrage, c'était le refus de la tache d'huile, c'était toute l'ossature des grandes infrastructures. A partir du moment où le schéma avait été décidé, voté, et se mettait en place, on n'allait pas gommer ce qui s'inscrivait sur le terrain. Ma conviction était qu'il fallait aller dans le sens des orientations qui avaient été fixées. Je n'en ai jamais démordu. Mais, le principal souvenir que j'ai, c'est celui de ce combat constant pour rechercher une majorité et avancer pas à pas. Avancer pas à pas, alors que les gouvernements que nous soutenions -que je soutenais- ne facilitaient pas la tâche. Quand, de Poniatoski à Galley, de Galley à Chalandon, on a réduit le nombre des villes nouvelles, c'était une remise en cause du schéma directeur. Et puis, de déclaration en déclaration, on réduisait les objectifs de population de 500 000 à 400 000, à 300 000, à 200 000. En fait, j'étais pris en tenaille entre une majorité nationale qui « bricolait » les villes nouvelles et une majorité régionale qui ne voulait rien savoir. Cela a été mon combat.

Sabine Effosse

Vous êtes sûr ? (*rire*)

Michel Giraud

Je ne sais pas. J'ai l'impression de vous raconter ma guerre.

Sabine Effosse

C'était tout à fait dans la ligne de ce que j'avais pensé vous poser comme question. Pour revenir sur l'équipe du schéma directeur dont vous avez donné les grandes lignes, sur Paul Delouvrier et sa petite équipe, vous l'avez connu sur le départ ?

Michel Giraud

Oui. Et je suis d'ailleurs membre de l'Association et de la Fondation Paul Delouvrier. Je ne peux pas dire que j'ai beaucoup travaillé avec Paul Delouvrier, puisque je suis arrivé quand il partait. Je l'ai quand même bien connu. Nous avons noué des relations qui étaient d'une nature tout à fait différente des relations administratives. Cela tenait à plusieurs choses. D'abord au fait que nous avons des convictions tout à fait partagées y compris sur le plan spirituel. Cela tenait au fait que Paul Delouvrier avait sa petite maison de campagne en Seine-et-Marne, à deux pas de la mienne. Nous nous sommes très souvent retrouvés, le premier dimanche de chaque mois, à la brocante. Il faisait toutes les brocantes. J'ai donc eu, avec Paul Delouvrier, des relations beaucoup plus amicales qu'administratives, avec tout le respect que je continue de lui porter au-delà de sa vie terrestre. Paul Delouvrier a toujours su et ceux qui l'entourent ont toujours su que j'avais été leur relais opérationnel, le défenseur du schéma directeur et des villes nouvelles. Un schéma directeur qui a connu des rapporteurs successifs. Mon successeur à la présidence du District a été Michel Boscher. Je ne sais par quel artifice il a réussi à se prolonger, mais j'imagine qu'il a joué les prolongations pour être en situation au moment de la création de la Région. Et effectivement, il a été candidat, à la candidature, en 1976. Comme moi.

Sabine Effosse

Vous étiez d'ailleurs dans le même parti politique.

Michel Giraud

Oui, tout à fait.

Sabine Effosse

Et dans l'équipe de Paul Delouvrier, j'imagine que vous connaissiez aussi Jean Millier, Jean Vaujour.

Michel Giraud

Oui, bien sûr. Millier est l'inspirateur de l'Association Paul Delouvrier. Et puis, puis Jean-Eudes Roullier, et d'autres...

Sabine Effosse

D'emblée, vous trouviez ce schéma logique parce qu'effectivement, vous avez parlé des différentes orientations possibles. Par exemple, Roland Nungesser, dès 1964, avait pensé s'appuyer, au contraire de l'idée majeure de Paul Delouvrier, sur les villes à 80, 100 kilomètres du bassin parisien, Orléans. Est-ce que cela vous semblait juste d'avoir ramené les pôles de développement à 30 kilomètres de Paris ?

Michel Giraud

Il faut d'abord que j'ai la franchise et l'humilité de vous dire que je n'ai pas participé au débat concernant la création du schéma directeur. Je crois d'ailleurs qu'aucun élu, et mes relations d'amitié avec Roland Nungesser me permettent de parler très librement, même pas lui ne peut dire qu'il a pris une part significative dans la conception de ce schéma. C'est vraiment le schéma directeur de la région d'Ile-de-France. Il s'est vraiment agi d'une opération Delouvrier-Millier. Les élus n'ont pas été associés. Peut-être que certains s'associent a posteriori.

Sabine Effosse

Le schéma a été révisé.

Michel Giraud

Il a été révisé plusieurs fois, notamment en 1969 et 1972.

Sabine Effosse

Dans les révisions qui correspondent aux périodes où vous étiez Président du District, les élus ont-ils eu un poids ? Ou là encore, cela appartenait-il au Groupe Central des Villes Nouvelles ou à d'autres organismes ?

Michel Giraud

Le poids était limité. Disons que la pression des élus était à dominante réductrice. S'il y a eu un effet des élus, aussi bien du gouvernement que des grands élus régionaux, c'était pour alléger, pour en faire moins. J'ai le souvenir, par exemple, d'un collègue qui s'appelait André

Petit, qui était Maire d'Eaubonne. Pour lui, la région c'était Eaubonne. Il n'y a eu, au District et même à la Région ensuite, aucune expression d'une vraie conscience régionale. Cela a beaucoup tenu au mode de désignation des élus. Le réflexe a toujours été, et je crois qu'il l'est encore aujourd'hui : "qu'est-ce que je peux obtenir pour ma circonscription, mon canton, ma commune ?"

Sabine Effosse

N'y avait-il pas également une appréhension concernant les mandats ? Comme vous aviez parlé de nouvelles populations...

Michel Giraud

Mais bien sûr. Le débat droite-gauche était un débat à fond de toile électorale "population des villes nouvelles". A quelques exceptions près, Cergy-Pontoise, par exemple. Le Président a d'abord été Chauvin, qui a intelligemment joué le mariage entre Pontoise et la ville nouvelle, avec un homme tout à fait exceptionnel : Bernard Hirsch. Un homme d'exception qui avait une vraie dimension humaine. Je trouve qu'il a été un grand bonhomme. Le successeur d'Adolphe Chauvin a été le Maire de Saint-Ouen-L'Aumône, l'ancien Ministre de la Défense, Alain Richard, qui était socialiste. J'ai rapporté au Sénat les grandes lois de décentralisation. Lui les a rapportées à l'Assemblée. On a dû faire quinze ou dix-huit face-à-face tous les deux. En revanche, si vous prenez Saint-Quentin en Yvelines,...

Sabine Effosse

Il y a eu des problèmes à Melun-Sénart.

Michel Giraud

Melun-Sénart n'a jamais été une ville nouvelle. Cela a été une sorte de structure d'agglomération. On a coupé les sept communes riveraines de la Seine. Politiquement parlant, Melun-Sénart a toujours connu une dominante socialiste.

Sabine Effosse

Qui a eu lieu ? Ou il y a un basculement de Michel Boscher ?

Michel Giraud

Oui, sur Guyard. Pour Cergy-Pontoise, il y a eu bascule. Pour Evry il y a eu bascule. Saint-Quentin a toujours été à gauche.

Sabine Effosse

Et puis Marne-la-Vallée...

Michel Giraud

Marne-la-Vallée, c'est complexe.

Sabine Effosse

On a parlé parfois, à propos de ces élections municipales de 1977 où les nouveaux arrivants ont pu voter, de basculement vers la gauche et de reconquête par le Parti socialiste de la Région à travers le "bastion" des villes nouvelles. En tout cas, cela a été une occasion...

Michel Giraud

Oui, bien sûr. Je l'ai vécu de près puisque j'étais Président de la Région depuis 1976. Je l'ai été de 1976 à 1988, et ensuite de 1992 à 1998, avec une brève interruption imposée par le non-cumul des mandats... Que pourrais-je vous dire d'autre ?

Sabine Effosse

Pour revenir à l'Association élus-administration pour la conception du schéma directeur, même dans les révisions, il y avait très peu d'investissements.

Michel Giraud

L'influence des élus a été modeste, je crois qu'il faut le dire. Moi compris.

Sabine Effosse

Presque volontairement, d'après votre témoignage.

Michel Giraud

Oui. Parce que leur réaction était soit une réaction de distance, de désintérêt, soit une réaction de protection politique. Je crois vraiment que tout schéma d'aménagement implique...

Sabine Effosse

A été imposé par l'Administration. Mais justement, vous avez dit qu'à la base, il y avait une certaine réticence ou du moins une appréhension de la part des élus de même qu'au sommet, ce qui peut paraître curieux.

Michel Giraud

Cela ne se manifestait pas de la même façon. Au sommet, on ne remettait pas en cause le schéma directeur ; on partait d'une donnée : il n'y aura pas 14 millions d'habitants, il n'y en aura pas 13, il y en aura 12. Donc, « il faut alléger les villes nouvelles ». Le raisonnement était ainsi. Le schéma a été bâti dans une perspective de 14 millions d'habitants, ce qui représentait, au moment où il a été conçu, un véritable coup de frein. Si vous preniez les tendances des années 1960, on allait à 16-17 millions. Il y a d'abord eu un pari de freinage. C'est si vrai que, parallèlement à la mission Delouvrier et à la création du schéma directeur, il y a eu la politique de la DATAR : métropoles d'équilibre, villes moyennes. Le retournement des tendances démographiques, la réduction de la natalité et des flux migratoires aussi bien externes qu'internes (étranger et province) conviaient à la prudence.

Sabine Effosse

On a souvent dit que Delouvrier avait eu le soutien quasi inconditionnel de De Gaulle et de Pompidou.

Michel Giraud

De Gaulle par conviction, Pompidou par discipline. Delouvrier n'a eu que des missions de confiance de la part de De Gaulle. C'est tout à fait sûr.

Sabine Effosse

Vous avez eu l'ère suivante, si je puis dire, l'ère Pompidou où Pompidou était à l'Élysée. Apparemment, on note un soutien nettement moindre. Il y aurait eu de l'inflexion après 1969, C'était perceptible.

Michel Giraud

Traduite d'ailleurs par les ministres de l'Équipement successifs de l'époque.

Sabine Effosse

C'est vrai qu'Albin Chalandon a été souvent étiqueté comme un opposant.

Michel Giraud

Et il l'a été.

Sabine Effosse

Vous l'avez...

Michel Giraud

Bien sûr. Quand je vous ai dit tout à l'heure que je subissais un effet de tenaille, c'était notamment du fait de la grande prudence du gouvernement,...

Sabine Effosse

C'était peut-être une question d'hommes, entre Paul Delouvrier et Albin Chalandon. Je crois qu'ils se connaissaient depuis très longtemps, depuis la résistance. Il y avait des chocs de caractères. Et puis, Albin Chalandon était très pro-promoteurs. C'est ce qui a posé des problèmes sur l'aménagement (*inaudible*).

Michel Giraud

Bien sûr.

Sabine Effosse

Est-ce que vous avez senti au District cette période un peu chaotique ou en tout cas difficile pour Paul Delouvrier, qui était dans sa période de départ. C'est-à-dire qu'il était un peu pressé de partir par Pompidou.

Michel Giraud

Et Maurice Doublet était pressé d'arriver. (*rire*)

Sabine Effosse

Et Chalandon, évidemment, préférait que... Là, vous avez senti ce relais, en quelque sorte. Maurice Doublet s'était-il inscrit vraiment...?

Michel Giraud

Je crois qu'il faut avoir l'honnêteté de dire qu'il n'y a pas eu, à proprement parler, de solution de continuité. On n'a pas senti de cassure entre Delouvrier et Doublet. Tout les distinguait, à commencer par la taille. Mais, Doublet n'est pas arrivé en fossoyeur de l'œuvre de Delouvrier. J'en témoigne. Il est arrivé avec une approche au demeurant différente. Delouvrier était très régional, Doublet, très parisien. Je crois que l'on peut dire cela. Et peut-être que Doublet s'est dit : « Delouvrier a pris la région. Je vais m'occuper de l'interne et de l'externe ». Le schéma de Paris et le Livre Blanc du Bassin parisien sont les œuvres de Doublet. Donc on peut imaginer que Doublet a cherché son territoire sans enterrer ce qui était...

Sabine Effosse

En allant chercher ailleurs...

Michel Giraud

Oui, absolument, on peut dire cela.

Sabine Effosse

De toute façon, ils n'avaient pas la même origine de corps. Delouvrier, c'était l'Inspection des Finances. Doublet, c'était la Préfectorale.

Michel Giraud

Tout les distinguait.

Sabine Effosse

Pour l'appui aux villes nouvelles, on a souvent cité le soutien des Finances. Le réseau Delouvrier aurait joué. Doublet, c'était autre chose. Et alors, ensuite, la présence au District de Maurice Doublet a apporté un changement de style, une certaine continuité dans les projets.

Michel Giraud

Oui. On ne peut pas dire que Doublet ait cherché à casser ce que Delouvrier avait mis en place, mais il avait une approche un peu différente, plus nuancée, un réflexe de successeur moins historique qui cherchait à imposer sa personnalité. C'est un réflexe connu. Il avait un sacré caractère, mais, en ce qui me concerne, je n'ai jamais connu de difficultés relationnelles avec lui. Il faut dire que j'ai plutôt un tempérament relativement facile. Je me souviens, par exemple, j'ai eu comme successeur...

Sabine Effosse

Michel Boscher.

Michel Giraud

Pas immédiatement. Mon successeur a été Kaspereit, avant Boscher. La relation entre Doublet et Kaspereit,... Je ne sais pas si vous avez entendu...

Sabine Effosse

C'était Gabriel..., maire du 9^{ème} ?

Michel Giraud

Il a dix ans de plus que moi. Il a 82 ans, me semble-t-il. Il est bon pied bon œil. Mais leur relation a été épouvantable. La relation entre la Malène et Doublet n'était pas facile non plus. Cela fait une éternité que je n'ai pas vu la Malène. L'avez-vous vu ?

Sabine Effosse

Non.

Michel Giraud

Il a quand même été le pôle fixe. La Malène était rapporteur général du Budget. A mon avis, s'il y a quelqu'un que vous devriez voir, c'est lui. Il n'est pas dans votre liste ?

Sabine Effosse

Non, il n'était pas dans la liste. Et donc, lorsque vous arrivez après votre prédécesseur Wagner, la fonction du Président du District, ainsi que celle du Conseil d'administration du District, était-elle d'avaliser les décisions ? Etait-ce un rôle réel ou plutôt de l'inflexion ? Procédiez-vous par petites touches ?

Michel Giraud

Le président pour un an du District était toujours installé le 19 juin, c'est-à-dire le lendemain de la cérémonie du 18 juin, et il présidait jusqu'au 18 juin inclus au soir. C'est-à-dire que le grand jour du Président était le dernier jour. Je vous dis cela, mais c'est symbolique. Le Conseil du District était une chambre d'enregistrement plus ou moins consentante, plus ou

moins rebelle. Encore fallait-il que les grands dossiers -j'en ai cité trois- soient validés par le Conseil d'administration du District. Et encore fallait-il qu'il vote le budget.

Sabine Effosse

Si vous aviez refusé ?

Michel Giraud

De voter un budget ?

Sabine Effosse

J'imagine que cela ne s'est jamais produit.

Michel Giraud

L'Etat serait passé outre. Aujourd'hui, on voit ce que donne un budget non-voté. Il y a le 49.3, il y a des stratagèmes. Mais dans les années 60-70, s'il n'y avait pas eu de budget voté, cela n'aurait pas été grave. J'ai passionnément vécu les années du District. J'y étais, j'ai joué le jeu. J'ai fait des choses tout à fait passionnantes, et puis je m'y suis formé. Mais, je ne peux pas dire que l'Assemblée du Conseil d'administration du District disposait d'un rôle pilote, d'une influence forte. Je ne peux pas dire cela.

Sabine Effosse

Vous sortiez juste de la république gaullienne, le pouvoir était très fort.

Michel Giraud

J'étais un militant de la réforme. Je suis probablement celui qui a le plus écrit et parlé, à partir du moment où j'ai été en fonction, c'est-à-dire à partir de la fin des années 60-début 70, sur la nécessité d'une réforme institutionnelle de la région de Paris. J'en ai été un ardent zélé. Cela ne faisait pas plaisir à tout le monde. On me considérait un peu comme un aventurier, simplement parce que je considérais qu'il fallait que s'exprime une responsabilité politique.

Sabine Effosse

D'ailleurs, dans les villes nouvelles tout a démarré uniquement au sein du Conseil des Ministres. On a appelé la technostucture, mais absolument pas le relais local. Et lorsque Paul Delouvrier est parti, on a dit parfois que les élus s'étaient approprié ce schéma directeur et ce

projet des villes nouvelles qui était sur la voie du lancement. Il y avait une appropriation et une défense de la part des élus qui marquait un retournement, puisqu'il y avait eu quelques grippages avec Paul Delouvrier parce que, justement, au niveau du ministère de l'Équipement et d'Albin Chalandon, il y avait une volonté de remise en cause. Et du coup, face à cette volonté de remise en cause qui était assez importante, les élus se sont dits qu'ils avaient un rôle à jouer, qu'ils devaient se manifester. Est-ce que vous avez ressenti cela?

Michel Giraud

Lorsque vous dites les élus, sous-entendez-vous tous les élus ? Non, quelques-uns seulement. Je ne citerai pas de noms. Quelques-uns ont cherché à s'approprier la paternité.

Sabine Effosse

Il y a eu quand même une réaction de défense. Dans la mesure où les EPA n'étaient pas créés, il y a quand même eu quelques aménagements.

Michel Giraud

L'État pilotait tout, y compris la maîtrise foncière. Pas de villes nouvelles sans maîtrise foncière. J'ai toujours dit que l'AFTRP aurait dû devenir un outil régional. Quand il y a eu la réforme de 1976, devenu Président du Conseil régional, j'ai commencé à plaider pour que deux outils régionaux deviennent de statut régional, à savoir l'IAURIF et l'AFTRP. En 1981, 1982, lors du débat relatif aux grandes lois de décentralisation dont j'ai été rapporteur au Sénat, et lorsqu'il a fallu préparer la transmission du pouvoir exécutif entre le Préfet de Région et le Président de la Région, en 1983, je me suis battu jusqu'au bout sur l'exigence de transfert à la région de ces deux outils essentiels : l'IAURIF, parce qu'elle était la cellule de conception, et l'AFTRP parce qu'elle était le bras séculier. L'État entendait conserver les deux. Le Préfet de Région était Lucien Vochel, avec lequel je me suis toujours très bien entendu. Nous étions à la veille de la date butoir qui était le 14 avril 1983. Lucien Vochel ne pouvait pas valider mes deux exigences. Cela s'est terminé le 14 avril, en fin d'après-midi, dans le bureau de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur. J'ai dit au Ministre que j'étais désolé, mais que je ne pouvais pas signer la convention de transfert s'il n'y avait pas transfert de ces deux outils. Finalement, Defferre m'a dit très gentiment : « *Je vous comprends. Je crois qu'à votre place, j'aurais eu la même attitude. C'est d'accord pour l'IAURIF. Je ne peux pas vous donner tout de suite l'accord pour l'AFTRP.* » J'ai accepté. Je suis devenu Président de l'IAURIF. Mais l'AFTRP est demeurée outil de l'État. Si vraiment on avait voulu aller au bout

de la logique, c'est-à-dire conférer un vrai pouvoir à l'Assemblée régionale, il aurait fallu que son pouvoir puisse s'exercer sur ces deux outils, indispensables pour conduire une politique d'aménagement.

Sabine Effosse

L'AFTRP est restée outil de l'Etat. Si on progresse un petit peu dans la chronologie et si l'on revient sur votre exposé de départ, vous quittez la Présidence en 1973. Là, les villes nouvelles sortent de terre.

Michel Giraud

Oui, elles sortent de terre. C'est à la Commission des Villes nouvelles, qui n'a pas de rôle décisionnel, que l'on soumet à l'examen, ville nouvelle par ville nouvelle, les objectifs et perspectives d'aménagement.

Sabine Effosse

A ce moment-là, vous étiez en relation avec le Groupe Central des Villes Nouvelles. Est-ce là que vous avez connu Jean-Eudes Roullier ?

Michel Giraud

Non, je l'ai connu avant. J'ai toujours eu un très profond respect pour lui. C'est un très grand bonhomme. J'ai d'ailleurs toujours entretenu d'excellentes des relations avec le Groupe Central des Villes Nouvelles. D'ailleurs, celui qui a été mon successeur, qui est aujourd'hui député-maire du Perreux, Gilles Carrez, a été Secrétaire Général du Groupe Central des Villes Nouvelles.

Sabine Effosse

Après Guy Salmon-Legagneur. Et alors, quelle était la fonction de la Commission? Vous dites un examen des projets, pas grand-chose.

Michel Giraud

C'était suivre l'évolution des villes nouvelles. On n'avait aucune responsabilité décisionnelle. De toute façon, aucune commission n'a de responsabilité décisionnelle. J'ai présidé cette commission durant deux ans. Je n'ai pas de souvenirs précis de vrais débats. J'ai, en revanche, un souvenir postérieur, celui d'un vrai combat avec mon ami Pierre Méhaignerie. C'est le

combat pour la Francilienne. Je crois pouvoir revendiquer une part significative dans la conception de cette grande rocade. Et en tous cas, je revendique totalement la paternité de son appellation.

Sabine Effosse

Il y a eu le débat ?

Michel Giraud

Des débats d'appellation, il y en a eu. Je ne sais pas si vous le savez, mais il y a eu une journée et une nuit de débats au Sénat, lors du débat relatif à la réforme régionale, pour choisir entre « région parisienne », à laquelle tenaient les élus parisiens, et « région d'Ile-de-France » que défendait André Mignot, maire de Versailles, leader des élus de la petite et surtout de la grande couronne. Si vous vous référez aux extraits de débats du Sénat, vous retrouverez ce débat avec amendements et sous-amendements multiples.

J'en reviens à la rocade des villes nouvelles. Il y a donc d'abord eu un vrai combat pour imposer cette rocade qui gommait l'A87. Au départ, on avait le périphérique, l'A86, l'A87. Cette dernière faisait un peu doublon avec l'A86. Il fallait, en revanche, un grand périphérique extérieur, ne fût-ce que pour aller de Lille à Lyon en évitant l'agglomération. Je me suis très impliqué dans ce combat qui a finalement été victorieux. Je regrette que nous n'ayons pas gagné jusqu'au point de réaliser cette rocade à deux fois trois voies. Elle devait s'appeler la « rocade des villes nouvelles ». En 1986, la presse m'avait annoncé comme probable prochain ministre de l'Équipement. Peut-être l'ai-je été un moment sur le papier jusqu'au moment où Lecanuet, ayant refusé... Voulez-vous que je vous raconte la petite histoire ?

Sabine Effosse

Oui.

Michel Giraud

Nous sommes loin des villes nouvelles (*rire*). Je ne suis pas là pour faire votre formation politique. Donc, en 1986, la droite gagne les élections. Chirac prépare son gouvernement et le soumet à Mitterrand. Celui-ci retoque deux des propositions de Chirac : Lecanuet aux Affaires Étrangères et Léotard à la Défense. Moyennant quoi, Chirac doit revoir sa copie. Nous sommes le mardi soir, il se dit qu'il faut qu'il fasse accepter un autre poste à Lecanuet, qui refuse, et qu'il doit vendre un autre maroquin à Léotard qui accepte d'aller à la Culture.

Chirac se retrouve alors sans vrai leader de la famille démocrate chrétienne. C'est à ce moment-là qu'il fait appel à Méhaignerie, lequel prend son petit déjeuner du mercredi avec Raymond Barre qui lui dit : « *Pierre, il faut y aller. Mais il faut exiger le grand ministère technique* ». Méhaignerie, le mercredi matin, dit à Chirac : « *C'est d'accord, mais à la condition de me voir confier le grand ministère technique* ». Je n'ai pas été ministre de l'Équipement en 1986. Ceci étant, Méhaignerie a eu la gentillesse de m'inviter à dîner le lendemain ou le surlendemain. La rocade des villes nouvelles était pratiquement en voie de finition. A la fin de l'année 1986, j'avais écrit un livre "*L'Ile-de-France, région capitale*". J'avais réservé son dernier chapitre aux habitants de la région. Au fil de la plume, j'avais écrit : « *Et voici les Franciliens* ». Mes collaborateurs me disent : "Tu devrais faire valider cela". J'ai donc pris contact avec Maurice Druon qui était Secrétaire perpétuel de l'Académie française, qui m'a répondu tout de suite que la proposition méritait examen. Finalement, le terme « francilien » a été validé par l'Académie française. Je suis donc l'inventeur d'un mot dans la langue française. Ce n'est pas si mal, quand on ferme les yeux, d'avoir inventé un mot de la langue française. On arrive donc à la fin des travaux de construction de la rocade. Je me suis alors dit qu'on ne pouvait pas l'appeler « rocade des villes nouvelles », que cela ne voulait rien dire, que c'était invendable. Puisque c'était la grande voie de contournement de l'Ile-de-France, il fallait l'appeler « la Francilienne ». Et là, j'ai eu un vrai débat avec Pierre Méhaignerie qui devait être complètement remonté par son administration et qui tenait absolument à ce qu'elle continue de s'appeler « la rocade des villes nouvelles ». Finalement, j'ai gagné et j'en suis très content. Voyez, vous avez en face de vous un élu qui a eu une influence sur quelque chose.

Sabine Effosse

C'est vrai que la rocade des villes nouvelles, je ne pensais pas qu'ils avaient osé y penser sérieusement...

Michel Giraud

Ils se battaient à mort là-dessus. Aujourd'hui, « les Franciliens » et « la Francilienne », c'est le passé, mais c'est un élément positif de mon bilan.

Sabine Effosse

Vous avez parlé des habitants à la fois dans le rôle politique pour quelques basculements droite-gauche. Vous avez parlé d'une nouvelle population dans les villes nouvelles. En tant

que président, vous avez vu arriver une nouvelle population jeune. Cela a commencé par des jeunes ménages avec enfants, puis une population plus déshéritée, une population ethnique. Pensez-vous que dans cette configuration des villes nouvelles, nous avons attiré cette population plus particulièrement en ville nouvelle ? Ou alors est-ce que les villes nouvelles offrant un nouveau parc de logements et des possibilités d'accueil, il y a eu une sorte de sociologie tronquée dès le départ dans les villes nouvelles ?

Michel Giraud

Je crois que l'élément attractif des villes nouvelles, qui a d'ailleurs eu du mal à se concrétiser, a été le rapport emploi-habitat. C'était l'idée clé. Au départ, on a plus promu l'idée ; la réalité n'est venue que progressivement. Il y avait également l'offre de transports en commun...

Sabine Effosse

Qui ont parfois tardé.

Michel Giraud

J'allais vous le dire. Prenons le cas de Marne-la-Vallée. Marne-la-Vallée n'a décollé qu'à partir du moment où nous avons eu l'A4 et le RER. Et pardon, mais merci à Disney. Cela aussi, je le revendique. Même si Eurodisney connaît quelques difficultés, cela a quand même été un élément terriblement structurant pour l'Est parisien. L'accueil du parc a permis d'accélérer les infrastructures, de faire passer le TGV, etc. Ce qui me fait vous dire que, d'une façon générale, au-delà du rapport emploi-habitat, l'offre de transport a été tout à fait déterminante.

Sabine Effosse

Ce qui a donné lieu, je crois, à des batailles homériques avec la SNCF qui ne voulait pas aller à l'Ouest et la RATP qui ne voulait pas...

Michel Giraud

Si vous voulez que je vous raconte des batailles homériques concernant les transports, j'en ai connues.

Sabine Effosse

Pour les villes nouvelles je crois savoir qu'il y en a eues.

Michel Giraud

Si je vous parle aérotrain, cela vous dit quelque chose ?

Sabine Effosse

Du tout.

Michel Giraud

Rien du tout ? Et si je vous parle d'interconnexion, cela vous dit quelque chose ?

Sabine Effosse

Oui l'interconnexion, mais l'aérotrain, non.

Michel Giraud

Je vais vous raconter l'histoire parce qu'elle est dans le sujet. Jean Bertin, ingénieur brillant, avait conçu un véhicule très rapide de transport en commun dit « l'aérotrain », c'est-à-dire une sorte d'autorail sur coussins d'air atteignant les 400 kilomètres/heure. Génial dans les années 1960. On a installé une ligne expérimentale dont l'ossature existe toujours, dans l'Essonne, à proximité de Dourdan. Quand vous prenez l'A10, sur la gauche, vous pouvez voir une espèce de barre en béton. C'était l'axe de la ligne expérimentale, sur quelques kilomètres. Le tout était de savoir, à partir du moment où on validait cette nouvelle technique de transport rapide, où on allait installer la première ligne. Il y a eu d'abord une réaction de refus de la part de la RATP et de la SNCF. Ensuite les gouvernements ont quand même considéré que cela valait peut-être le coup d'aller un peu plus loin. J'ai fait plaider, par le District, la liaison externe des deux aéroports entre Orly et Roissy qui était en fin de réalisation. La distance suffisante. De plus, cela assurait une bonne articulation externe des deux aéroports en évitant de passer par Paris.

Sabine Effosse

En desservant d'autres communes...

Michel Giraud

Non, c'était une liaison directe entre les deux aéroports.

Chaban-Delmas, était Premier Ministre, Poniatowski était ministre de l'Intérieur. Ce dernier était le grand manitou du Val d'Oise, lequel Val d'Oise n'avait comme seul souci que de jouer

l'articulation entre Cergy-Pontoise et La Défense. Un jour, tous les élus de droite de la région parisienne sont convoqués chez Chaban-Delmas, avec lequel j'avais, au demeurant, des relations de confiance et d'amitié. Chaban a réussi à les convaincre, sur pression formidable de Poniatowski, que la liaison externe des deux aéroports était prématurée, mais qu'en revanche, La Défense Cergy-Pontoise en aérotrain avec un arrêt à Sartrouville, c'était le fin du fin.

Sabine Effosse

Un arrêt à Sartrouville ? N'était-ce pas à l'époque une commune communiste ?

Michel Giraud

Et lors de la réunion du Conseil d'administration du District -car il fallait un vote du District-, les uns les autres montent au créneau en plaidant La Défense-Cergy. Finalement, nous sommes allés au vote. Il y avait 54 conseillers du District...

Sabine Effosse

Vous votiez à bulletin secret ?

Michel Giraud

Oui. Il y avait 42 élus de droite et 12 de gauche. Les 12 de gauche et moi-même avons voté pour la liaison externe des deux aéroports ; tous les autres ont voté pour Cergy-La Défense. Bien entendu cette liaison ne s'est jamais faite parce qu'elle n'était pas faisable. Trajet trop court, atteinte à l'environnement, et que penser d'une station intermédiaire !!! Voilà une histoire de transport.

Sabine Effosse

Et puis le RER... (*rire*)

Michel Giraud

Le vrai combat qu'il y a eu entre la SNCF et la RATP, homérique, a eu pour enjeu l'interconnexion.

Sabine Effosse

Il y a eu La Défense-Saint-Quentin qui a posé problème, je crois...

Michel Giraud

D'une façon générale, le fait de rassembler la SNCF et la RATP dans le réseau RER, vous n'imaginez pas ce que cela a été. C'était un combat de coqs.

Sabine Effosse

Effectivement, pour la ligne A côté Ouest et côté Est, il y a une interconnexion. C'était impensable à l'époque ?

Michel Giraud

Finalement, cela s'est fait. Mais à quel prix. La SNCF, chasse gardée, la RATP, chasse gardée.

Sabine Effosse

A la Région, vous avez effectivement milité pour l'interconnexion.

Michel Giraud

Oui, bien entendu, il y a eu aussi Eole et Météor. Cela a également été un vrai combat. Eole était défendue par la SNCF et les élus des deux couronnes, et Météor par la RATP et les Parisiens. On avait même trouvé cette idée géniale de faire disparaître Eole et Météor pour avoir Météol.

Sabine Effosse

On voulait aussi supprimer un des deux projets.

Michel Giraud

La SNCF a sous-évalué le coût d'Eole. La RATP a sous-évalué le coût de Météor. Les deux projets ont été engagés sur des bases trompeuses. Et lorsque nous sommes arrivés à l'addition finale, c'était trois fois les évaluations. Il a fallu faire voter des compléments de budget à répétition. Facile !

Sabine Effosse

Concernant le rapport emploi-habitants, les transports, que pensez-vous de cette sociologie un peu tronquée qu'on observe actuellement par rapport à il y a de cela 20 ans, c'est-à-dire des classes populaires surreprésentées, des quartiers ethniques et des classes moyennes

supérieures sous-représentées, sauf à Saint-Quentin-en-Yvelines qui se défend plutôt bien. Mais quand on pense à Evry, Sénart, Cergy à l'heure actuelle,...

Michel Giraud

Je suis gêné pour vous répondre parce que je me sens aujourd'hui un peu incompetent. Cela fait cinq ans que je me suis complètement écarté des responsabilités.

Sabine Effosse

Ce problème n'apparaissait pas du tout à la Région.

Michel Giraud

Ce qui est apparu, c'est qu'il y avait un pari d'influence de la gauche sur les villes nouvelles. C'était tout à fait clair. A chaque fois qu'il y avait des crédits villes nouvelles, j'avais du mal à faire voter la droite, mais la gauche votait comme un seul homme, alors qu'ils ne votaient pas pour le budget régional. Je préfère ne rien vous dire de la pyramide sociologique actuelle parce que je ne dispose pas d'éléments actualisés d'appréciation.

Sabine Effosse

Et en ce qui concerne la sortie de terre des villes nouvelles, est-ce qu'à la Région, vous avez suivi cela de plus près ?

Michel Giraud

Non. La Région votait les crédits d'ensemble. Ces crédits étaient individualisés.

Sabine Effosse

Vous avez effectivement défendu la dotation budgétaire. Mais après, pour les emplois, tout cela n'était pas...

Michel Giraud

Disons qu'il y avait aussi une approche sélective vis-à-vis des villes nouvelles. Cergy-Pontoise n'a jamais posé beaucoup de problèmes. Pourquoi ? Peut-être parce que c'était le couple Chauvin-Hirsch. Marne-la-Vallée a toujours été reconnue comme nécessaire condition du rééquilibrage à l'Est. Saint-Quentin a toujours été considérée comme un patchwork. Melun-Sénart a fait l'objet d'un refus systématique. C'est Rocard qui a obtenu le découpage.

Sabine Effosse

Alors Evry, c'était un peu bâtard, très proche de Paris.

Michel Giraud

Et très proche de Melun-Sénart. Le problème Evry-Melun-Sénart est qu'il n'y a jamais que la Seine entre les deux. La ville nouvelle qui a été la mieux acceptée, c'est Cergy-Pontoise, parce que la mieux préparée politiquement, administrativement et structurellement.

Sabine Effosse

Administrativement, la Préfecture a quand même beaucoup joué, de même que le rôle des hommes. Vous l'avez souligné. Cela ne s'est pas produit à Melun-Sénart.

Michel Giraud

Non. Goldberg a aussi été un bon acteur à Saint-Quentin.

Sabine Effosse

Entre Evry et Melun-Sénart, vous avez dû avoir des échos de dissensions entre élus.

Michel Giraud

J'habite personnellement à Morsang-sur-Seine qui est une des sept petites communes dissociées de ce qui s'appelait Melun-Sénart avant de s'appeler Sénart. Mais, regardez Sénart. Cela peut être une entité urbaine à partir du moment où va être réalisé ce qui va être inauguré sous peu : le Carré Sénart. Tant que vous n'avez pas un vrai pôle, ce n'est pas une ville. Je sais bien que cela pose des problèmes de natures diverses, d'agriculture, d'environnement, d'écologie, de commerce. Il faut voir comment les commerçants de Corbeil hurlent encore aujourd'hui.

Sabine Effosse

Et puis, Sénart a aussi un potentiel de développement dans la mesure où c'est une des réserves foncières les plus importantes d'Ile-de-France, puisque l'Etat avait préempté...

Michel Giraud

Réserve verte. Et dans le contexte actuel, tout le monde se voulant écologiste, la contestation est toujours présente.

Sabine Effosse

Donc si vous n'avez plus rien à dire sur ce sujet...

Michel Giraud

J'ai essayé de vous remémorer quelques souvenirs. J'avais un peu l'impression de jouer l'ancien combattant.

Sabine Effosse

Si vous voulez bien, on va continuer avec la loi Rocard de 1983 qui ratifie le périmètre des zones d'agglomérations nouvelles. Il y a aussi la loi Boscher que...

Michel Giraud

Avant de répondre succinctement à votre question, je dirais que Rocard a eu le mérite de faire traduire légalement ce qui était dans les faits. Je crois qu'il faut lui reconnaître ce mérite. Je n'ai pas de critique à faire. Je n'ai pas à le cacher, j'aime bien Rocard que je connais bien. Nous sommes tous les deux au Club Vauban qui est un petit Club droite-gauche, créé voici 25 ans par Simone et Antoine Veil. On s'y retrouve chaque troisième jeudi du mois pour échanger une heure et demie sur un sujet de réflexion. Totalement off. C'est un vrai cénacle de débat. Quand je dis que j'aime bien Rocard, c'est en particulier parce que nous nous sommes vraiment trouvés sur la même ligne de combat en ce qui concerne l'organisation structurelle des collectivités territoriales. Nous sommes tous les deux régionalistes. Nous considérons l'un et l'autre qu'il y a un échelon de trop. Les deux échelons qui, aujourd'hui, se justifient, sont hélas deux échelons mineurs : la région, qui devrait être le vrai relais de l'Etat pour toutes les grandes politiques d'aménagement du territoire, l'animation économique, et l'intercommunal pour tous les services de proximité, l'eau, les déchets, l'assainissement. Quand on pense que nous avons 29 000 communes de moins de 1 000 habitants pratiquement sans budget,...Et lorsque s'est posé le problème de la réforme des modes d'élection, Rocard et moi nous sommes battus pour qu'on ne touche pas au mode d'élection des Conseils généraux, dans notre esprit voués un jour à disparaître, mais qu'en revanche, on institue une proportionnelle régionale à partir de listes régionales avec un dispositif de prime au bénéfice de la première. On s'est fait "retoquer" tous les deux. Lui s'est fait "retoquer" par Mitterrand, ancien président

du Conseil général de la Nièvre, très départementaliste et très peu régionaliste. En ce qui me concerne, je me suis fait "retoquer" par les hiérarques de ma formation politique, à commencer par Jacques Chirac, qui est corrézien, et les Parisiens, pas du tout régionalistes. Nous nous sommes battus de concert, lui dans le cadre de ses responsabilités gouvernementales, à gauche, et moi dans le cadre de mes responsabilités d'élus régional. Nous avons perdu ensemble. Pour en revenir au dispositif périmètre, je trouve que Rocard a mis les choses en ordre.

Sabine Effosse

A votre sens, c'était pour réviser la loi Boscher qui datait, puisqu'elle avait été votée pour mettre en place les villes nouvelles.

Michel Giraud

Boscher n'a jamais été, à proprement parler, un élu de terrain.

Sabine Effosse

En tout cas, la loi Rocard de 1983 était tout à fait justifiée pour réviser le fonctionnement interne des villes nouvelles.

Merci.